

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 1 juillet 2019

## Macron se repeint en vert

### Les paroles et les actes

**Les experts affirment que les pics de chaleur seront de plus en plus élevés... Avec la canicule que nous venons de traverser, on voit qu'il y a bien urgence climatique.**

Ça n'a pas échappé à Macron qui, au sommet du G20 d'Osaka, a joué les fiers-à-bras, menaçant ceux qui voudraient emboîter le pas à Trump et refuser de signer un accord sur le climat. Le sommet du G20 ayant abouti à un « accord » minimaliste à 19, il a affirmé : « *On a évité de reculer [...] mais nous devons aller beaucoup plus loin.* »

« *Évité de reculer* » parce que le Brésilien Bolsonaro, qui menaçait de suivre Trump, a fini par signer ? Pour ce que ça change ! Au Brésil, depuis des décennies, la déforestation de la forêt amazonienne, le poumon de la planète, bat son plein...

« *Aller plus loin* » ? En février dernier, le gouvernement français a abandonné l'objectif inscrit dans la loi de 2015 d'une division par quatre des émissions de carbone et l'a remplacé par la notion plus floue de « *neutralité carbone* »... en 2050 ! ... Mais, même là, le Haut Conseil pour le climat, pourtant mis en place par Macron en pleine crise des Gilets jaunes, vient de

tacler son créateur par la voix de sa présidente : vu sa politique, « *la France n'aura aucune chance d'atteindre la neutralité carbone en 2050.* »

Il faut dire que, en matière d'écologie, Macron a un sacré pédigrée. À commencer par les fameux « cars Macron » et leurs gros moteurs Diesel. Qui doivent d'ailleurs leur relatif succès au fait que bien des voyageurs ne peuvent plus se payer des billets de train dont les tarifs sont devenus exorbitants. Quand train il y a : parce que notre champion écolo assume les fermetures de plus en plus nombreuses de « petites » lignes, bien plus écolos que les cars.

#### Action ?

La réalité de la politique de Macron en matière d'écologie ? L'émission massive de gaz lacrymogènes, comme on a pu le voir dimanche dernier sur une vidéo virale, quand les flics ont violemment dispersé des manifestants... écologistes pacifiquement assis en les aspergeant à bout portant.

## Interdiction des licenciements et des suppressions de postes !

**Les licenciements et fermetures de sites se multiplient – à General Electric, Ford, Peugeot, Carrefour. Le gouvernement ne fait rien : mais qu'y aurait-il à attendre des pouvoirs publics qui montrent l'exemple aux patrons en supprimant des emplois à la Poste, la SNCF, dans les hôpitaux ou l'éducation ?**

Les grands groupes capitalistes, français ou étrangers, traitent les travailleurs comme des kleenex, sans se soucier des conséquences pour la région. Mais ce n'est pas aux licenciements que le gouvernement s'en prend : avec sa réforme de l'assurance-chômage, ce sont les travailleurs privés d'emploi qu'il agresse.

Face aux attaques du gouvernement et de nos patrons bien français, la défense des « intérêts français » n'est qu'une diversion. Risible de la part de ceux qui, au gouvernement, avaient appliqué la même politique. Et dangereuse, comme tous les mensonges nationalistes, qu'ils viennent de l'extrême-droite ou soient repris par des opportunistes de gauche comme Mélenchon.

Défendre « l'industrie française » revient à s'aligner sur le patronat français, sur les licenciements du Medef. Les grands groupes français licencient autant que les autres, avec le profit comme seule boussole.

#### Contre l'union nationale, l'unité des travailleurs

Même soumis à des plans de licenciement ou des fermetures de site, les salariés menacés ont la force du nombre à condition qu'ils fassent cause commune. L'issue de la bataille contre les licenciements dépend du rapport de force entre d'un côté le patronat et ses complices du gouvernement et, de l'autre, l'ensemble des travailleurs de toutes les entreprises, menacées à court terme ou pas, du public comme du privé.

**Le travail de nuit, nuit... les baisses de salaire aussi**

La direction a annoncé la suppression de l'équipe de nuit lors du dernier CSE. Si le travail de nuit n'a rien de satisfaisant, sa suppression aura comme conséquence, pour les salariés concernés, une baisse importante de leurs revenus. Il faut exiger un reclassement sans perte de salaire à la clef.

**La technologie au service des salariés pas du patron !**

Les équipes des bancs à rouleaux vont bientôt avoir un nouveau collègue robotisé. Ce robot est voué à remplacer les pilotes de banc durant les essais. Les nouveaux cycles de roulage plus longs seraient une des raisons de son arrivée. Si cela peut alléger les contraintes de travail tant mieux. Mais cela ne doit pas se faire au détriment du nombre de postes occupés. Car si c'est pour finir seul à courir pour installer Wall-e et ses clones sur les mulets, merci, mais non merci ! Mais cela il faudra bien le faire comprendre à la direction qui se soucie plus de la productivité que de notre santé.

**Justice de classe**

9 ouvriers de PSA Poissy condamnés à des peines de prison avec sursis. C'est le verdict de la Cour d'appel : 3 mois de prison avec sursis chacun et 11 700 euros d'amende au total. La fausse accusation de séquestration d'un chef de l'usine n'a pas tenu, mais la Cour d'appel inflige tout de même lourde condamnation pour « violence psychologique donnant moins de 8 jours d'arrêt-maladie ».

Les faits tangibles (17 minutes de présence dans un local de responsable d'unité) ne permettant pas de condamner les ouvriers sans ridicule, la cour d'appel s'est rabattue sur l'accusation la plus subjective.

Alors que Tavarès se vante à longueur d'interview d'être un « psychopathe » de la performance, un darwinien et que les cas de burn-out se multiplient en centre technique, ça en ferait des DRH en prison si c'était le même tarif pour tout le monde !

**Il fait vraiment trop chaud pour travailler (en H+)**

Alors que les ouvriers de Poissy crevaient de chaud dans les ateliers, une rumeur circulait au sujet de l'annulation de la séance de travail de jeudi ou vendredi dernier à cause de la canicule. Cela n'aurait pas été aberrant. **C'était même la seule chose à faire.** Cependant la direction a fait le contraire : elle a rajoutée 2 fois une heure supplémentaire pour une équipe mercredi 26 et jeudi 27.

Les écoles ferment, le brevet des collèves est décalé, les services de l'État multiplient les appels aux entreprises pour adapter les horaires de travail et rallonger les pauses pour éviter les problèmes de santé... mais à PSA on rajoute des H+.

La direction croit qu'il y a un micro-climat à PSA Poissy ?

**ADP : une entreprise publique... déjà très privée**

Une union sacrée de députés allant des Républicains à la France insoumise a lancé une procédure référendaire (le Référendum d'initiative partagée, RIP) contre la « privatisation » d'Aéroports de Paris. En réalité, cela fait belle lurette que rien ne distingue Aéroports de Paris d'une entreprise privée, cotée en Bourse, appartenant au CAC 40. Le groupe ADP est même une multinationale, gérant 26 aéroports dans le monde. Pour tout dire, c'est le premier opérateur aéroportuaire mondial.

Alors est-ce vraiment un « service public national » comme le prétendent ces députés ?

Le RIP est une procédure de tortue : 9 mois pour récolter 4,7 millions de signatures, 6 mois pour que le Parlement débattenne, et enfin 2 ou 3 mois pour préparer le vote. Cela permettra aux députés de ronronner pendant 18 mois... jusqu'à la prochaine élection présidentielle.

Les travailleurs d'ADP risquent de subir, au prétexte du changement de statut, des pertes d'emploi et une dégradation des conditions de travail. Ils ont tout intérêt à ne pas attendre 18 mois face à ces menaces !

**Une politique de chasse aux migrants criminelle en Méditerranée**

Le navire Sea Watch 3 a recueilli 53 migrants en patrouillant près des côtes libyennes. Après deux semaines à errer sur les eaux internationales, la capitaine, Carola Rackete, a finalement forcé le blocus italien et a accosté à Lampedusa pour amener les migrants à terre. À l'arrivée du bateau, la police l'a arrêtée et elle risque 10 ans de prison pour aide à l'immigration clandestine.

Depuis 2014, plus de 12 000 migrants sont morts en Méditerranée, à cause de la politique criminelle des responsables européens, à commencer par le gouvernement français, qui, en plus de persécuter les migrants, persécutent aussi ceux qui portent secours aux personnes en détresse.

**Bolsonarço**

Un sergent membre de l'entourage du président brésilien Bolsonaro a été contrôlé lors d'une escale à Séville le 26 juin. La douane qui inspectait l'avion y a trouvé... 39 kilos de cocaïne dans sa valise.

Pour un président qui s'est fait élire sur le thème de la lutte contre le crime, ça fait tache !

**Si même elle le dit !**

Le gouvernement a présenté sa fameuse réforme de l'assurance-chômage le 18 juin. Elle rendra plus difficile la vie des chômeurs par un flicage permanent pour forcer à prendre des emplois à n'importe quel salaire.

La ministre du Travail, Pénicaud, dans une séance d'enfumage télévisuel, a alors déclaré que cette réforme était « contre le chômage... et pour la précarité... heu ». Un lapsus qui en dit long sur les objectifs réels de cette réforme.